

DISCOURS DE CHRISTOPHE FERRARI VŒUX 2025 AUX FORCES VIVES DU TERRITOIRE

Président de Grenoble Alpes Métropole

Mardi 21 janvier 2025 - 19 h - MC2, Maison de la Culture de Grenoble

Madame la Préfète,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les présidents d'intercommunalités,
Mesdames et Messieurs les maires,
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités civiles et militaires,
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités administratives et judiciaires,
Mesdames et Messieurs les conseillers régionaux et départementaux,
Madame la Rectrice d'Académie,
Monsieur le Président de l'Université, Mesdames et Messieurs les directeurs des grandes écoles et établissements de recherches,
Messieurs les représentants des cultes,
Mesdames et Messieurs les représentants des chambres consulaires,
Mesdames et Messieurs les élus de l'exécutif métropolitain,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Bienvenue à la MC2 ! C'est un grand plaisir de vous accueillir ici, au sein de la Maison de la culture, une scène nationale, un équipement métropolitain désormais. Et je remercie Laëtitia RABIH, sa Présidente, Arnaud MEUNIER, son directeur, et toutes les équipes de ce lieu merveilleux, pour leur accueil, pour la deuxième année consécutive dans cette maison des artistes, à la rencontre de tous les publics.

Je les remercie d'ouvrir et faire vivre activement ce lieu et ainsi de contribuer au dynamisme de ce quartier, de notre ville-centre à laquelle nous sommes toutes et tous très attachés, de contribuer au dynamisme de notre territoire plus largement, et de nous accueillir chaleureusement dans - et permettez-moi de faire mien les mots d'Arnaud MEUNIER « *des lieux où l'étranger et l'altérité sont perçus comme des chances, des opportunités, des abris pour le beau, l'inattendu, l'étonnant, le différent* ».

Merci à toutes et tous d'être venus ce soir, dans ce lieu de création, de spectacle vivant, d'art et de culture, dans ce lieu générateur d'émotions, de plaisir et d'évasion, de découvertes et de liberté, de plus en plus de débat, d'écoute et de réflexions, tourné vers des enjeux de société, du "vivre ensemble". C'est d'ail-

leurs tout naturellement ici que la Métropole a eu le plaisir d'organiser, avec le journal Libération, le Climat Libé Tour en octobre dernier, et à cette occasion d'entendre et de donner la possibilité à tous d'échanger avec une pluralité de personnalités et scientifiques de renom. Je suis heureux de vous annoncer que nous travaillons à une prochaine édition, ici-même, en octobre 2025.

C'est tout aussi naturellement que nous avons pris l'initiative d'organiser, ici, à la MC2, une édition spéciale du « Féminisme fait le Printemps » les 13 et 14 juin prochain. Prenez date. Une édition dans ces murs mais pas seulement car nous lançons un appel à la mobilisation, pour que, partout, sur tout le territoire métropolitain, dans les communes, les écoles, dans les clubs sportifs, dans les universités, dans les centres sociaux, les associations, les entreprises, dans la rue, partout, il soit question d'engagement, de plus d'engagement et de réalisations en faveur de l'égalité femmes-hommes. Nous aurons le plaisir d'entendre et d'échanger avec plusieurs figures nationales. La programmation sera riche, culturelle et festive aussi, populaire et inspirante, pour tous les goûts. Cet événement sera le nôtre, le vôtre.

Pour plus d'égalité, de parité, plus d'impulsions et de détermination, d'expérimentations et d'actions.

Pour faire progresser les consciences, les pratiques, les comportements.

Pour faire avancer les droits plutôt que d'appliquer le droit. Ce droit qui parfois n'a pas suffisamment évolué, ou pas traduit les progrès souhaités par le législateur. Celui qui fait qu'aujourd'hui, en l'espace de 15 jours, nos mesures locales, dont métropolitaines, en faveur du progrès social et sociétal, sont déferées par l'Etat devant le tribunal administratif.

Je veux parler des autorisations spéciales d'absence pour nos agents, justifiées par des certificats médicaux, suite à une interruption de grossesse, ou en raison de règles douloureuses, d'endométriose.

Je veux parler aussi du congé d'accueil de l'enfant par le deuxième parent, que nous avons mis en place en l'alignant sur le congé maternité. Pour que les pères puissent jouer un rôle plus important dans les premières semaines, les premiers mois de l'enfant, pour que ce rôle-là, ce lien si précieux, si important, soit facilité et instauré.

Pour que les tâches à la maison - et elles sont nombreuses à l'arrivée d'un enfant, je sais doublement de quoi je parle - soient mieux réparties. Pour que les parcours et les carrières professionnelles des femmes soient facilités.

Nous devons rêver d'une société meilleure et nous devons tout faire pour qu'elle advienne. Pour nous, et pour les générations futures.

Pourrons-nous enfin compter sur une attention nationale, des propositions, de l'audace et de la détermination de la part du Gouvernement s'agissant de l'égalité femmes-hommes ? Même pour la Cour des Comptes, la politique menée en la matière n'a permis, je cite, que des « *avancées limitées* », en raison « *d'absence de stratégie globale* ».

Dès lors, je réitère ce que nous étions nombreuses et nombreux à avoir signés dans une Tribune parue dans le journal Libération, que nous avons initiée avec

Corine LEMARIEY « *Il est encore temps de faire de ce second quinquennat un mandat résolument engagé en faveur de l'égalité femmes-hommes. Il est temps de revenir au progressisme et à l'humanisme qui de tout temps ont fait la force de la France. L'Etat doit agir et faciliter la capacité d'initiative des collectivités territoriales. L'enjeu n'est pas uniquement financier. L'enjeu est également réglementaire et de portée symbolique* ».

Environ un Français sur deux considère l'égalité femme-homme, le logement, les inégalités sociales comme des enjeux à prioriser par le Gouvernement en 2025. Le système social, de santé, de retraites, est la troisième priorité des français ; l'éducation, l'école, vient juste après.

Le pouvoir d'achat est la priorité principale pour la 4^e année consécutive. Sur tous ces enjeux majeurs, j'invite de nouveau qui de droit à enfin entendre les Français plutôt que celle qui tient la corde du pendu.

Sur tous ces enjeux majeurs, détermination, combativité, progressisme et audace du Gouvernement, du Législateur, doivent enfin être au rendez-vous. C'est le "bien vivre", le "mieux vivre" qui est en jeu. La cohésion sociale et territoriale. L'équité. L'avenir. L'espoir. Ne nous y trompons pas !

C'est de tels enjeux et de telles valeurs qui fondent, pour beaucoup d'entre nous, nos engagements associatifs, économiques, professionnels, politiques, citoyens, et bien d'autres.

C'est de tels enjeux et de telles valeurs qui cimentent depuis 10 ans l'action de la Métropole que j'ai l'honneur de présider.

Car oui, nous y sommes. La Métropole fête ses 10 ans.

10 ans d'actions au service de votre quotidien et de celui des habitants de la Métropole et de la région grenobloise.

10 ans d'actions pour transformer le territoire.

10 ans d'actions pour accélérer sa bifurcation écologique, accompagner le plus grand nombre et ne laisser personne au bord du chemin car il n'y a pas de transition écologique sans justice sociale.

10 ans d'actions pour plus de mutualisation, de coopération avec les communes, avec les territoires voisins, avec l'Etat, avec nos partenaires publics comme privés.

10 ans d'actions pour favoriser la recherche, faciliter la réussite et la vie de notre université et de nos étudiants, encourager le dynamisme économique et la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, mais aussi la réindustrialisation et la vitalité de nos commerces.

10 ans d'actions pour plus de services publics, de proximité.

10 ans d'actions pour réduire les inégalités, lutter contre la précarité, l'exclusion.

10 ans d'actions pour offrir un toit abordable à toutes et tous, offrir un parcours résidentiel, faciliter des déplacements décarbonnés vers son lieu de travail,

des destinations nature, de fraîcheur, et des sites touristiques impérativement tournés vers le “Quatre saisons”.

10 ans d’actions pour transformer notre espace public, l’apaiser, le végétaliser, l’embellir, consacrer plus de place pour les piétons et les cyclistes, sans opposer les modes de déplacement.

10 ans d’actions pour grignoter moins de terres agricoles et d’espaces naturels, les protéger davantage tout comme nos montagnes.

10 ans d’actions pour sécuriser notre alimentation en eau potable, réduire drastiquement les rejets d’eaux usées en milieu naturel, lutter contre les inondations, les risques naturels ou encore réduire le poids de nos poubelles et faciliter le geste de tri.

10 ans d’actions pour venir soutenir plus de 1000 commerces.

10 ans d’actions pour plus de démocratie et de participation citoyenne à nos décisions.

10 ans d’actions pour plus d’inclusion et d’insertion.

10 ans d’actions pour, à notre échelle, apporter notre pierre à l’édifice et elles sont inévitablement plurielles, de la commune à l’Etat, pour prévenir et lutter contre les incivilités, la délinquance, l’insécurité.

10 ans d’actions pour soutenir toujours plus nos communes, nos Maires, qui en ont largement besoin. Je salue leur engagement, leur témérité dans ce contexte troublé, où les vents soufflés nationalement sont souvent contraires, déstabilisant, déconcertant, inconvenant, si ce n’est insultant.

« Attention ! Si nous n’y prenons garde, le risque est grand, vraiment très grand, qu’une panne des maires entraîne un crash démocratique et même un black-out territorial », avertissait, à raison, Christophe Bouillon, président de l’Association des petites villes de France, à l’automne dernier.

Depuis le début du mandat en 2020, 2 400 maires ont démissionné et 57 000 sièges de conseillers municipaux étaient vacants il y a quelques semaines selon le ministère des territoires, avec, pour beaucoup d’entre eux, un épuisement, une lassitude, la colère d’être déconsidérés et pointés du doigt par le Gouvernement, des responsables nationaux.

Ils espèrent du soutien plutôt qu’un excès d’obstacles et d’insinuations mensongères, à l’emporte-pièce. Ils espèrent surtout du soutien plutôt que des actes qui brident, musellent et tuent à petits et grands feux l’action publique, l’initiative et l’union locale, l’humanisme et le progressisme. Tout cela nous conduit malicieusement, sournoisement, cyniquement, à nous transformer en simple gestionnaires, pour certains avec trois bouts de ficelle, et finalement à devenir quelque part les complices involontaires des orientations nationales.

Jean-Damien MERMILLOD-BLONDIN, Maire de Corenc, le constatait amèrement aussi à l’occasion de ses vœux et je fais mien ses propos « *Laissez-nous travailler. Je suis ulcéré par le travail que nous sommes empêchés de faire* ». Il a raison, tout comme Amandine DEMORE, Maire d’Echirrolles, qui indiquait dans ses vœux, évidemment après s’être inspirée de la carte de vœux de sa commune voisine, Pont-de-Claix, que nous, élus locaux, sommes « *en résistance* ».

Et nous continuerons de l'être.

Mesdames les Maires, messieurs les Maires, mesdames les élues, messieurs les élus, mesdames, messieurs, nous continuerons d'être en résistance à vos côtés, avec vous, pour vous. La Métropole continuera de vous soutenir, ainsi que vos équipes municipales, dans votre quotidien, dans vos projets, comme face aux enjeux sociétaux et environnementaux, d'aujourd'hui et de demain. Vous pouvez compter sur elle, sur l'exécutif métropolitain, sur le couple métropole – communes, sur moi.

Vous pouvez compter sur la Métropole, sur moi, pour être à l'écoute de toutes les communes, toutes, qu'elles soient urbaines, périurbaines, rurales ou de montagne, de ma sensibilité politique ou non.

Chacune des communes de notre Métropole doit être respectée, soutenue, tout en faisant partie intégrante du projet métropolitain, de l'intercommunalité, quelle que soit sa taille, ses moyens humains et financiers, sa localisation, sa couleur politique.

Nous avons le devoir de travailler main dans la main. Et nous le faisons, collectivement depuis 10 ans, et je veux vous en remercier.

Ensemble, nous avons fait preuve, en 10 ans, de détermination et de conviction, 10 ans où nous avons construit collectivement la Métropole.

Car si le temps passe vite, sachons-nous rappeler d'où l'on vient, y compris pour mieux appréhender les résultats qui sont les nôtres ou pour lesquels nous avons contribué à notre échelle.

10 ans, c'est extrêmement court et long à la fois.

Mais rappelons-nous. Rappelons-nous du chemin. Rappelons-nous qu'avant de devenir Métropole en 2015, qu'avant de nombreux transferts de compétences, et toutes les discussions inhérentes en la matière, qu'avant de nombreuses prises de compétences – l'eau potable, la voirie, l'habitat, l'urbanisme, l'insertion et l'emploi, entre autres, qu'avant des transferts d'équipements des communes vers la Métropole, nous étions une communauté d'agglomération ayant fusionné en 2014 avec les communautés de communes des Balcons sud de Chartreuse et du Sud grenoblois. Deux tiers environ des communes y étaient favorables, un tiers défavorable. Qui s'y oppose aujourd'hui ?

En raison de toutes ces évolutions, nous sommes passés de 80 agents lors du passage en communauté d'agglomération en 1996, à 850 en 2014 lors de la création de la Métropole, à plus de 2 000 aujourd'hui.

Nous avons grandi. Vite, très vite.

Alors évidemment, soyons humbles, soyons modestes et restons-le.

Tout n'a pas été parfait. Tout n'est toujours pas parfait. C'est une certitude. Et chaque jour, nous nous attelons collectivement à être meilleurs.

Mais que de chemin parcouru ! Que de fiertés. Que de réussites et de victoires pour le territoire. Elles sont si nombreuses. C'est évidemment un peu grâce à nous, grâce à l'exécutif, grâce aux débats et au travail mené avec les Maires, les élus municipaux. C'est aussi bien sûr grâce à vous toutes et tous, grâce aux partenaires publics, privés, universitaires, associatifs évidemment – soyez-en chaleureusement remerciés – grâce à nos agents dont je salue l'engagement et le professionnalisme.

Il n'y a pas d'échec ou de réussite individuelle, il n'y a que des "nous". Et ce "nous", je veux le saluer et évidemment gager qu'il perdurera.

C'est la marque de fabrique du territoire grenoblois, c'est ma conception de la gouvernance et de l'action métropolitaine, du rôle de la Métropole.

Ce "nous", il se retrouve en premier lieu dans les mutualisations que nous avons nouées avec les communes, bien loin des anathèmes démagogiques pointant des doublons systématiques qui existeraient entre les communes et l'intercommunalité.

La réalité est tout autre. A l'heure où je vous parle, 100% de nos communes bénéficient d'au moins deux mutualisations, parmi les 44 proposées par la Métropole sur des domaines aussi variées que l'instruction des demandes d'urbanisation, l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, la protection des données, la prospective financière, la langue des signes, l'éclairage public, la gestion des arbres, ou encore le remplacement des personnels périscolaires, avec une satisfaction importante qui nous remonte des communes. Tous les habitants de la Métropole abonnés des bibliothèques municipales peuvent accéder, en ligne, à toutes les ressources numériques disponibles sur le territoire – livres, films, journaux, musique.

C'est cela le couple « Métropole - commune », la solidarité métropolitaine : proposer ses services à chaque commune, notamment aux plus petites, correspondant à leurs besoins, à leurs souhaits, à ceux de la Métropole, et venir soutenir, amplifier le déploiement du service public, le progrès, l'épanouissement et, tout simplement, ce qui touche au quotidien de beaucoup de nos concitoyens. En facilitant les choses pour la commune, en mutualisant les dépenses et les énergies, en les maîtrisant donc.

C'est cela pour moi l'esprit de la Métropole, de l'intercommunalité, faire métropole. Ce "nous". Ce "nous" qui prévaut depuis 10 ans.

Quand nos émissions de gaz à effet de serre baissent de 44% par rapport à 2005, il y a ce *nous*.

Quand nos émissions de particules fines et de dioxyde d'azote, baissent de 45% et 66%, il y a ce *nous*.

Quand la production d'électricité solaire est multipliée par 3 et que la consommation de bois énergie augmente de 50%, il y a ce *nous*.

Quand Sylvain WASERMAN, Président de l'Ademe, déclare il y a quelques semaines « *le futur s'écrit ici, avec audace et conviction. Vous êtes « the best in class »* parmi les métropoles françaises en matière d'énergie, d'air et de climat, il y a ce *nous*.

Quand plus de 11 000 emplois nets sont créés dans le secteur privé en 10 ans à l'échelle métropolitaine, dont 2300 dans l'industrie et 1 300 dans le commerce, il y a ce *nous*.

Quand nos start-up lèvent 3,5 milliards d'euros ces dix dernières années, il y a ce *nous*.

Quand nous sommes la 2^e Métropole de France la moins inégalitaire sur le plan des écarts de revenus entre cadres et ouvriers, il y a ce *nous*.

Quand le volume des nuitées touristiques double en dix ans, il y a ce *nous*.

Quand 100 000 usagers quotidien de l'A480-Rondeau ne galèrent plus chaque jour et voient ce chantier attendu depuis des décennies s'achever cette année, il y a ce *nous*.

Quand plus d'un demi-milliard d'euros sont mobilisés collectivement dans nos quartiers prioritaires, pour la rénovation urbaine des Villeneuves de Grenoble et d'Échirolles, mais aussi Mistral et Renaudie-Champerton à Saint-Martin-d'Hères, il y a ce *nous*.

Quand plus de 40 000 habitants, c'est-à-dire 10% de la population métropolitaine, vivent aujourd'hui dans un logement mieux isolé – un logement social, une copropriété ou une maison, grâce aux aides de la Métropole, il y a ce *nous*.

Quand plus de 10 000 personnes, éloignés de l'emploi, sont prises en charge en 10 ans par nos services, nos missions locales et de l'emploi que je salue, et que 60% d'entre elles ont pu retrouver à la suite un emploi durable, il y a ce *nous*.

Quand la gestion métropolitaine de l'eau potable a permis en quelques années, au travers de plus de 10 millions d'euros annuel d'investissement en faveur du renouvellement des réseaux, de diminuer d'un quart les volumes de fuites d'eau, il y a ce *nous*.

Quand une vingtaine d'opérations Cœurs de Ville, Cœurs de Village, Cœurs de Métropole sont réalisées, en cours ou à venir, quand 4 millions d'euros sont investis par la Métropole, soit le double de ce qui était prévu, pour "les rues et places aux enfants" à Grenoble, il y a ce *nous*.

Quand 20 000 ménages bénéficient de la tarification sociale de l'eau cette année et que près de 130 000 habitants sont éligibles à la tarification solidaire dans les transports en commun, il y a ce *nous*.

Quand 1 000 commerçants ont pu rénover ou réaménager leur commerce, il y a ce *nous*.

Quand nous planifions de produire plus de 2 500 logements par an, dont 1 300 en logement social, il y a ce *nous*.

Quand nous accueillons à Vif, à Grenoble ou à Pont-de-Claix le Tour de France, la Coupe du monde féminine de football, des tournois internationaux de patinage dans notre belle patinoire Polesud, toujours disponible, à moindre coût, pour les futurs Jeux Olympiques, il y a ce *nous*.

Quand nous organisons les 10 jours de la culture dans 30 communes de notre Métropole, auxquelles peuvent participer gratuitement tous les habitants, il y a ce *nous*.

Quand nous mettons à disposition des forces de police et de gendarmerie, en vue de faciliter leurs enquêtes, la centaine de caméras de la Métropole et de la Tag sur Grenoble, auxquelles s'ajoutent 200 autres de plusieurs communes, il y a ce *nous*.

Quand des correspondants de nuit sur la Villeneuve de Grenoble ou des équipes de médiateurs sillonnent les halls d'immeubles et les montées d'escaliers de logements sociaux, il y a ce *nous*.

Quand nous mobilisons sur les compétences qui nous ont été transférées 25 millions d'euros supplémentaires par an, en moyenne, en faveur du service public, du quotidien, c'est-à-dire 60% de plus que ce qui été injecté auparavant, il y a ce *nous*.

Quand nous sommes lauréats des prix et trophées de la participation citoyenne pour notre politique d'accueil des migrants et notre convention métropolitaine pour le climat, il y a ce *nous*.

Enfin, quand nous avons construit ces dernières années Biomax, Cosmocité, des pépinières et incubateurs d'entreprises, trois nouvelles déchèteries, un centre de tri, des réseaux de chaleur à Gières, Meylan, à Pont-de-Claix, prolongé deux lignes de tram, rénové notre station d'épuration, la MC2, l'Ecole Supérieur d'Art et de Design, le refuge animalier du Versoud, participé à la construction et à la rénovation de notre université, de restaurants universitaires et de résidences étudiantes du Crous, à la rénovation des gymnases à Grenoble, des écoles de musique et des piscines municipales, ou aux locaux de notre nouveau boulanger à l'Arlequin, il y a ce *nous*.

Ces résultats, ces réussites, elles sont loin d'être exhaustives. Ce sont les nôtres, ce sont les vôtres, c'est nous.

En 2015, j'avais annoncé que la Métropole devrait relever trois défis.

Le défi de la solidarité, pour lutter contre les fractures, y compris territoriale, et accompagner les plus précaires.

Le défi de l'attractivité et de la qualité de vie, en encourageant des investissements équilibrés sur l'ensemble du territoire, la création d'emploi, en dynamisant la vie culturelle et sportive.

Le défi de la transition énergétique, pour bâtir un avenir sobre en ressources.

Ces trois défis, à la lumière des résultats que je viens d'évoquer, nous les avons relevés, la Métropole les a relevés. Je souhaite que nous les relevions encore. Ensemble. Car bien sûr, il reste du chemin à parcourir, mais nous l'avons tracé, avec l'ambition d'être la Métropole, non pas qui capte les énergies, mais bel et bien un territoire qui les met en mouvement et les libère. Qui fait Métropole.

A l'opposé d'une logique du repli sur soi, à l'opposé d'une logique froide et comptable par habitant, de tableur Excel rigide, aux relents *thatchériens*, individualistes et libéraux, contraires aux besoins et aux spécificités locales. Je m'y refuse au risque sinon de ne pas être au rendez-vous des besoins des

habitants. Au risque sinon de construire un territoire à deux vitesses. Au risque sinon que les plus petites et les moyennes communes ne bénéficient jamais ou presque des interventions de la Métropole malgré les urgences pour la sécurité des déplacements, pour l'environnement, la santé, la vitalité commerciale ou l'emploi.

Sans cette solidarité, combien de décennies aurait-il fallu pour réduire, comme nous l'avons fait en 10 ans, de 94 % les rejets directs d'eaux usées dans le milieu naturel ? Pour cela nous avons investi près de 20 millions d'euros dans le sud métropolitain, à Vizille, à Champ-sur-Drac, à Vaulnaveys le Haut, à Séchilienne et Saint-Barthélémy-de-Séchilienne ou à Notre-Dame-de-Commiers.

Un investissement 3 à 4 fois plus élevé qu'ailleurs tout en réduisant significativement le prix de l'assainissement. C'est ça l'esprit de la Métropole, celui de permettre d'accomplir ce qui a du sens, ce qui est indispensable, ce qui était impossible ou trop complexe à atteindre précédemment.

Sans cette solidarité ou avec des investissements métropolitains qui collent mathématiquement au poids de la population, combien de décennies aurait-il fallu attendre pour réhabiliter ou reconstruire des ponts ou des murs en péril, à Quaix-en-Chartreuse, à Séchilienne, à Miribel-Lanchâtre, à Sarcenas, à Noyarey, à Corenc, à Varcès-Allières-et-Risset, à Domène ou à Claix ?

Sans cette solidarité, nous n'aurions pas investi depuis 10 ans, plusieurs millions d'euros dans le train, pour les usagers de la ligne des Alpes, pour fiabiliser les temps de parcours entre les territoires savoyards et Grenoble, Valence et Lyon.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de sous-habitant de la Métropole, de sous-commune ou de sous territoire. Il n'y a pas et il ne peut y avoir d'investissements conditionnés à de telles considérations, tout comme je ne crois pas, dans l'attente d'un suffrage universel direct des élus métropolitains, à l'opportunité d'une Métropole dont la représentativité des habitants serait amoindrie.

Ma conception de la Métropole, c'est qu'elle doit représenter du mieux possible ses habitants et intervenir là où il y en a le besoin. En solidarité.

En respect de toutes et de tous.

C'est ce que nous avons toujours fait depuis sa création, c'est ce pour quoi j'ai toujours milité et œuvré, y compris s'agissant de la représentativité de la ville-centre, dont le taux de représentativité est passé de 49% en 2009 à 69% en 2014 puis 85% en 2020, une ville-centre dont le poids des élus dans l'assemblée intercommunale est passé de 19% en 2009, à 25% en 2014, puis à 30% depuis 2020.

Avec 34 communes situées dans un Parc naturel régional, avec 5 communes qui comptent des quartiers politiques de la ville, avec 3 communes qui font face à des risques technologiques et 37 qui sont exposées aux inondations, notre métropole est un territoire d'exception, notre diversité est une richesse, et il importe de prendre en compte cette diversité dans chacune de nos politiques publiques, avec l'attention nécessaire pour chacune de nos communes.

C'est ce que nous avons toujours fait, sur toutes nos politiques publiques, en

consolidant, en intensifiant, en fortifiant ce qui était hier de la responsabilité des communes.

C'est ce que nous continuerons de faire jusqu'à la fin de ce mandat. Même si je dois le dire, jamais nous n'avons été autant dans l'incertitude s'agissant de notre capacité, localement, à nous projeter en l'absence de loi de finances.

La Métropole n'est pas un îlot indépendant, isolé du reste du monde. Les orientations nationales, du précédent Gouvernement Barnier dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2025, comme celles contenues dans la loi de finances spéciale adoptée en fin d'année dernière, concernent le territoire métropolitain, quand bien même je les désapprouve, tout particulièrement s'agissant des ponctions prévues sur le budget des collectivités.

Pourtant, nous, collectivités, avons l'obligation, contrairement à l'État, de voter des budgets équilibrés, de ne pas nous endetter pour des dépenses courantes. Nous, collectivités, n'avons en moyenne pas augmenté notre endettement depuis une trentaine d'années, contrairement à l'État, mais on voudrait nous faire croire que nous sommes responsables des dérives nationales.

Un État, des gouvernements, qui, je le rappelle là-aussi, nous transfèrent bien souvent des compétences, sans moyen financier et humain, à tout le moins à un niveau insuffisant, tout en nous appelant systématiquement au tour de table financier, sur des engagements financiers colossaux, concernant des compétences qui lui appartiennent à l'instar du ferroviaire.

Des gouvernements, qui nous font les poches sans sourciller, à l'inverse des actionnaires du CAC 40, laissés tranquilles et qui auront bénéficié cette année encore, d'un nouveau record de fortune, avec près de 73 milliards d'euros de dividendes, l'équivalent de 73 RER de l'aire grenobloise.

C'est dans ce contexte d'incertitudes et d'injustices que nous avons fait le choix de repousser les discussions budgétaires et *in fine* le vote du budget début avril. De manière à préparer, dans ce contexte difficile, un budget sincère, inévitablement plus en retrait comparativement à celui de l'an passé, du fait des orientations nationales se traduisant par une baisse du budget métropolitain allant de moins 10 à moins 18 millions d'euros.

10 millions d'euros, à titre d'exemple, cela correspond à un quart des financements de la Métropole en faveur du SMMAG, notamment pour le fonctionnement et l'amélioration des transports en commun. Cela correspond à plus de la moitié de la subvention de la Métropole aux pompiers de l'Isère via le SDIS et j'en profite d'ailleurs pour les saluer et les remercier chaleureusement pour tout ce qu'ils font pour la protection et le secours de nos populations.

10 millions d'euros, cela correspond également à 6 mois de collecte des déchets. Cela correspond aussi, pour la Métropole, à un an et demi d'aides à la construction de logements sociaux, ou encore, peu ou prou, à près d'un an de soutien métropolitain à la rénovation énergétique des copropriétés, des TPE-PME, des associations et des maisons individuelles.

Nous allons devoir faire des choix douloureux. Qui vont impacter nos habitants et nos partenaires, dont l'État. Nous allons devoir ralentir la cadence, pas par gaïeté de cœur, mais parce que nous y sommes contraints. Nous allons devoir faire des choix que nous n'aurions pas effectués si le cadre national ne nous l'imposait pas.

À cette heure, si j'entends des craintes légitimes, si j'entends aussi des informations fallacieuses colportées pour des raisons politiciennes, je le dis, sans transiger, rien n'est arrêté, rien n'est décidé. Nous sommes au travail, collectivement, au sein de la majorité avec l'ensemble des viceprésidents et conseillers délégués pour déterminer le budget 2025. Chacun des groupes politiques de la Métropole a été consulté ou va l'être, au besoin à plusieurs reprises, pour connaître ses priorités, ses propositions, échanger, bref, pour apporter sa contribution dans le cadre de cet exercice difficile. Chacun y a sa place et une responsabilité.

Mais qu'on se le dise, à aucun moment, il n'a été envisagé ou décidé, pour les missions locales, les associations, comme pour n'importe quelle autre structure, d'appliquer une politique froide du tableur Excel, un tour de vis sans discernement en ponctionnant tous les budgets de 20%. Je laisse ces pratiques à d'autres.

Dans l'attente de ce budget, je peux néanmoins d'ores et déjà vous indiquer que l'année 2025 sera une année de résistance, marquée par de belles réalisations, relevant le défi de la solidarité, de la qualité de vie et de l'attractivité, et de la transition énergétique malgré le défi financier.

Je pense bien sûr à l'encadrement des loyers qui débute enfin, après de longs mois de candidatures et d'attente, et qui contribuera à garantir le droit au logement pour toutes et tous, un cadre de vie mixte, de lutter contre les abus et la spéculation immobilière.

Je pense à la sécurisation de l'alimentation en eau potable des communes de St-Georges-de-Commiers et Notre-Dame-de-Commiers dont les habitants profiteront demain d'une eau de nappe d'une qualité exceptionnelle, tout comme ceux de Saint-Égrève et du Fontanil-Cornillon désormais.

Je pense à la finalisation du réseau de chauffage urbain de Meylan et au lancement du chantier de modernisation de la Poterne, 100% bois demain, grâce auquel nous tirons un trait sur le charbon dans cette chaufferie, un pas de plus avec cette initiative métropolitaine vers un réseau de chauffage urbain 100% énergie renouvelable et 0 fossile.

Je pense bien sûr au lancement du chantier de méthanisation et de rénovation de notre unité de compostage à Murianette, tout comme à l'ouverture du chantier de la déchèterie à Fontaine, mais aussi à la livraison de la déchetterie Jacquard et à la poursuite de celle située à Varcès-Allières-et-Risset.

Nous lancerons ou poursuivrons des travaux de réaménagement d'espaces publics d'ampleur, à Vif et Seyssins notamment, mais aussi à Meylan pour la transformation de la ligne C1 en bus à haut niveau de service, dans la Combe de Gières pour les premiers travaux de sécurisation des cycles, à Grenoble et Fontaine pour la Chronovélo, à Varcès-Allières-et-Risset dans le cadre du projet

Cœurs de Ville, Cœurs de Métropole mais aussi au travers de la transformation de l'entrée Nord.

Nous serons aussi engagés à Vizille pour favoriser la pratique cyclable, à Saint-Martin-d'Hères pour transformer l'espace public et l'apaiser dans le cadre du projet Cœurs de Ville, Cœurs de Métropole, mais aussi rue des Glairons et sur les boulevards Dulcie September et Perri qui fera l'objet d'un projet d'ensemble sur plusieurs années.

L'année 2025 sera également marquée par la rénovation de la place des Justes au Gua, des rues Champaviotte et de la Vence à Saint-Égrève, de l'aménagement d'une rue école à Poisat et de travaux qualitatifs autour de l'école du Val à Eybens.

Si le déplacement de la gare de Pont-de-Claix sera effectif dans les prochaines semaines, nous continuerons de ne rien lâcher pour le rail, pour le RER de l'aire grenobloise, pour faciliter les déplacements en train. Si je regrette profondément que tout ceci soit aussi poussif, en raison de la passivité nationale, et d'une Région quasiment aux abonnés absents pendant des années, je n'en n'oublie pas moins que nous avons donné un avenir à la gare de Jarrie, et que notre mobilisation conjointe, tout particulièrement avec le Voironnais et le Grésivaudan, aura permis de boucler le plan de financement du terminus de Brignoud et des aménagements à venir permettant de fluidifier la circulation ferroviaire au sud de la gare de Grenoble, c'est-à-dire le lien vers le Grésivaudan, Chambéry et la ligne des Alpes.

Les prochains mois seront déterminants pour la suite du projet et je me réjouis que la Région soit enfin revenue à la table des discussions ; gageons qu'au-delà des premiers signes positifs de ce retour, celle-ci contribue, y compris financièrement, à accélérer la mise en œuvre de ce projet bon pour le climat, la qualité de l'air, le quotidien de nos habitants, bon pour l'emploi et le dynamisme, notamment économique, de la région grenobloise.

À l'heure où nous constatons de nombreuses faillites, où la réindustrialisation apparaît dans bien des discours mais souffre cruellement d'actes et d'un sursaut national et européen, pour la protéger et la développer, ici, sur le territoire métropolitain, nous continuerons de faire plutôt que de laisser faire, voire de défaire.

Je pense ici bien sûr à nos travaux et au lancement de la commercialisation sur l'ex-site Allibert, avec l'aménagement d'un espace économique de 16 hectares en plein cœur de la Métropole et du projet GrandAlpe, une brique supplémentaire, après la ZAC du Saut-du-Moine notamment, qui en appellent d'autres, outre la requalification et l'agrandissement prévue de la zone des Tuileries à Domène, pour poursuivre la réindustrialisation de notre pays et le combat pour l'emploi.

Il n'y a pas de place pour la résignation.

Nous résisterons pour Vencorex, pour nos plateformes chimiques, pour toutes les familles qui sont dans l'inquiétude aujourd'hui, qu'elles habitent ici, dans la Métropole, ou dans nos territoires voisins que je salue pour leur mobilisation aux côtés de l'intersyndicale, des élus métropolitains, à mes côtés, aux cô-

tés de Raphaël GUERRERO le Maire de Jarrie, tout comme les parlementaires de l'Isère, le Département, la Région et plusieurs députés européens. Merci à toutes et tous.

Nous résisterons face aux menaces qui pèsent, ici et ailleurs, par ricochet, sur toutes les filières industrielles.

Parce qu'il nous reste encore plus de deux mois pour trouver des solutions et que nous sommes convaincus qu'elles existent. Parce que des milliers d'emplois sont menacés. Parce que des intérêts économiques stratégiques nationaux sont en jeu. Parce qu'il est impensable de laisser mourir ou filer 120 ans de notre histoire. Parce qu'il est inconcevable de laisser mourir ce site, de cautionner une vente à la découpe ou de laisser filer des dizaines de millions d'euros d'argent public précédemment investis pour le site.

C'est pour cela que je continue de porter, aux côtés des syndicats et de nombreux élus de tous les bords politiques l'idée d'une nationalisation temporaire des activités de Vencorex.

C'est précisément la stratégie qu'avait adopté le gouvernement lorsqu'il s'est agi de sauver en 2018 le chantier naval de Saint-Nazaire. À l'époque, Bruno LE MAIRE, fortement soutenu par le Président de la Région concerné, un certain Bruno RETAILLEAU, Président de la Région concernée, insistait sur la nécessité, je cite « *de se donner du temps pour une meilleure négociation et un bon accord* », c'est exactement ce que nous demandons aujourd'hui. Collectivement. De manière transpartisane. Du local au national.

Pour éviter un désastre économique et écologique. Pour prendre une décision qui coûterait bien moins cher que d'assumer des coûts de reconversion et de dépollution d'un site de 120 hectares

Sur ce dossier, je ne lâcherai rien. Je continuerai, comme je l'ai fait jusqu'à présent d'interpeller sans relâche les personnalités politiques et le gouvernement, quels que soient les ministres et quels que soient leurs bords politiques. Je refuse le gâchis. Et puisque le gouvernement recherche des sujets qui transcendent les partis et visent l'intérêt de toute la nation : j'en ai donc un à proposer : nationaliser Vencorex.

Je formule le souhait que ce vœu soit impérativement exaucé.

Il s'inscrit d'ailleurs à 100% dans les trois défis que j'avais annoncé, en 2015, comme étant à relever pour la Métropole : le défi de la solidarité, de la lutte contre les fractures sociales et territoriales. Le défi du dynamisme économique et de la qualité de vie. Le défi de la transition énergétique et écologique.

Sur tous ces enjeux, poursuivons plus que jamais la détermination, l'engagement, le progressisme et l'humanisme, le courage et la résistance. Collectivement.

Je vous souhaite à toutes et tous, une formidable année 2025, une bonne santé, et, pour finir, des vœux que j'emprunte à Jacques BREL :

« Je vous souhaite des rêves à n'en plus finir et l'envie furieuse d'en réaliser quelques-uns. Je vous souhaite d'aimer ce qu'il faut aimer et d'oublier ce qu'il

faut oublier. Je vous souhaite des passions, je vous souhaite des silences. Je vous souhaite des chants d'oiseaux au réveil et des rires d'enfants. Je vous souhaite de respecter les différences des autres, parce que le mérite et la valeur de chacun sont souvent à découvrir. Je vous souhaite de résister à l'enlisement, à l'indifférence et aux vertus négatives de notre époque. Je vous souhaite enfin de ne jamais renoncer à la recherche, à l'aventure, à la vie, à l'amour, car la vie est une magnifique aventure et nul de raisonnable ne doit y renoncer sans livrer une rude bataille. Je vous souhaite surtout d'être vous, fier de l'être et heureux, car le bonheur est notre destin véritable ».

Je vous remercie.